

## **Note sur le bilan Innocenti 13 : équité entre les enfants, tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches- (14 avril 2016- notes S Touchard)**

Chaque année, le centre de recherche de l'UNICEF, Innocenti, publie un rapport sur la situation des enfants dans les pays riches. Pour 2016, 41 pays de l'UE et de l'OCDE ont été classés selon les inégalités de bien-être entre les enfants, calculées selon les performances des pays dans 4 domaines : revenus (à partir des données Eurostat), éducation (données PISA), santé (données HBSC), et satisfaction dans la vie (données HBSC).

Le rapport Innocenti 13 a été rendu public le 14 avril. Une présentation et des débats étaient organisés à la Bibliothèque Nationale de France en présence d'experts sur les 4 domaines concernés. Le rapport a la particularité de ne pas étudier les écarts entre les plus riches et les plus pauvres, mais de se concentrer sur les écarts entre les enfants du niveau médian et les 10% les plus démunis. Pour la première fois, certaines données sont fondées sur la perception qu'ont les enfants eux-mêmes de leur santé et de leur satisfaction dans la vie (500 000 enfants consultés).

« Et les résultats sont préoccupants... »

Pour consulter le rapport complet :

[https://unicef.hosting.augure.com/Augure\\_UNICEF/r/ContenuEnLigne/Download?id=ED3E52A5-9D36-4569-98EB-B6B42DF1AE04&filename=Bilan13UNICEF-Embargo140416.pdf](https://unicef.hosting.augure.com/Augure_UNICEF/r/ContenuEnLigne/Download?id=ED3E52A5-9D36-4569-98EB-B6B42DF1AE04&filename=Bilan13UNICEF-Embargo140416.pdf)

Sarah Cook, directrice du centre de recherche Innocenti, a exprimé son inquiétude quant aux enfants laissés pour compte dans nos sociétés. « Le bien-être des enfants, quel que soit le pays, n'est pas la conséquence inévitable de circonstances individuelles ou du niveau de développement économique, mais dépend de choix politiques. La responsabilité des États est engagée et les gouvernements doivent avoir comme priorité d'améliorer le bien-être de tous les enfants, afin qu'ils aient toutes les chances de réaliser leur potentiel. »

Si plusieurs sources constatent une augmentation des revenus, il faut cependant noter que les revenus inférieurs à la médiane augmentent plus lentement que les revenus qui lui sont supérieurs. Les inégalités de revenus sont en constante augmentation depuis 30 ans. Les inégalités en termes de revenus ont des répercussions sur la société, puisqu'elles ont un impact négatif sur la réussite scolaire et la santé.

Certaines des plus grandes puissances économiques du monde se trouvent dans le dernier tiers du classement général, notamment trois pays du groupe des Sept(G7) : le Canada, la France, l'Italie. Le Luxembourg, qui est le pays de l'union européenne dont le revenu par personne est le plus élevé, figure à la 29<sup>ième</sup> place. Si 4 pays scandinaves ont le moins d'inégalités, c'est parce que la richesse est mieux redistribuée.

Sur l'ensemble des critères d'inégalité, la France occupe le 28e rang sur 35 pays de l'UE/OCDE, juste au-dessus de la Belgique et du Luxembourg, la Slovaquie. L'Italie la Bulgarie, la Turquie et Israël.

	Pays avec le moins d'inégalité	France	Pays avec le plus d'inégalité
revenus	Norvège	13 <sup>ième</sup> rang/41	Roumanie
Education	Chili	35 <sup>ième</sup> rang/37	Israël
Santé	Autriche	23 <sup>ième</sup> rang/35	Israël
Satisfaction dans la vie	Pays Bas	28 <sup>ième</sup> rang/35	Turquie
Sur l'ensemble	Danemark	28 <sup>ième</sup> rang	Israël

*(Sur chaque domaine, le classement ne concerne pas toujours les 41 pays, par manque de données)*

Concernant les revenus, les calculs se fondent sur le revenu disponible des ménages comptant des enfants de 0 à 17 ans. En France, le revenu d'un ménage issu des 10% des plus démunis est 44% plus faible que celui d'un enfant situé au niveau médian. En matière de pauvreté, la France occupe le 13e rang sur 41 pays de l'UE/OCDE, avec un taux global d'enfants vivant dans la pauvreté de 9% (familles dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian). Elle se positionne au-dessous des pays scandinaves (sauf la Suède) de l'Autriche, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, mais avant la Suède, les USA et les pays d'Europe de l'Est et du Sud.

Concernant l'éducation, les données sont établies à partir du programme PISA, qui évalue les compétences des élèves de 15 ans (entre 15 ans 3 mois et 16 ans 2 mois), en lecture, en mathématiques et en sciences. La France se situe à la 35e place dans le classement des écarts de performance scolaire. En termes d'égalité dans l'éducation, elle se place juste avant la Belgique et des pays à revenus faibles tels qu'Israël, le Mexique ou la Turquie (qui ne figurent pas dans le classement général en raison des faibles scolarisations des 15-19 ans). Globalement les écarts dans les politiques éducatives s'expliquent par la façon dont les pays conçoivent la formation des enseignants et les approches pédagogiques. Les pays qui ont le plus progressé ont amélioré leurs performances vis-à-vis des plus démunis, ont agi sur la performance des enseignants et sur les moyens qui leur sont alloués, ont privilégié des classes hétérogènes.

Concernant la santé, les données s'appuient sur les enquêtes faites auprès des enfants. Les problèmes de santé sont ceux signalés par les enfants eux-mêmes (il a été demandé à des élèves de 11, 13 et 15 ans d'indiquer à quelle fréquence, au cours des 6 derniers mois, ils avaient ressenti des symptômes psychosomatiques suivants : maux de tête, d'estomac, mal de dos, déprime, irritabilité ou mauvaise humeur, insomnies, vertiges). 1/3 des enfants en France (12% de plus de filles que de garçons) se plaignent de maux de santé par jour. D'autres données ont été examinées relatives à certains comportements clés liés à la santé, tels que les habitudes alimentaires et l'activité physique.

Concernant la satisfaction de vie, les résultats reposent sur l'évaluation faite par les enfants de leur satisfaction dans la vie (0 : la pire vie possible / 10 : la meilleure vie possible). La France est en 28<sup>e</sup> position en matière de satisfaction dans la vie, ce qui signifie qu'il existe un fort taux d'enfants qui ne sont pas satisfaits de leur vie, et un grand fossé entre les moins satisfaits et leurs pairs. 8,5% des enfants évaluent leur satisfaction à 4 ou moins sur 10. Le score de satisfaction des 10% des enfants les plus démunies est de 30% inférieur à celui des enfants « médians ».

Les 4 domaines (revenus, éducation, santé, satisfaction dans la vie) sont fortement corrélés dans la vie des enfants ; un retard dans un des domaines étant susceptible d'entraîner ou de renforcer un retard dans un autre. La mise en relation permet d'appréhender les problèmes d'inégalités et de pauvreté dans

leur globalité. Le recul des inégalités peut aller de pair avec des progrès scolaires de tous les élèves. Bien souvent, la satisfaction de la vie n'est pas abordée, parce que considéré relevé de la sphère privée ou du domaine de l'intimité. L'étude montre pourtant toute l'importance de prendre en compte l'avis des enfants. Les données sur le bien-être subjectif des enfants doivent être plus souvent utilisées.

Dans les pays riches, les enfants qui accusent le plus de retard sont en partie laissés pour compte en raison d'inégalités sociales et économiques générales au sein de la société dans laquelle ils vivent. Le fait que le statut socio économique demeure une variable explicative déterminante de l'état de santé, du niveau scolaire et du niveau de satisfaction de vie montre que tous les enfants ne bénéficient pas des mêmes opportunités de développement.

### Quelques points de vue sur la situation en France

**Olivier Thévenon** (analyste de politiques publiques à l'OCDE)

- ✚ Malgré un contexte de tradition d'État providence, se développe en France une forme de conflit de solidarité. Beaucoup considèrent qu'il y a trop de protection sociale et de moins en moins de personnes soutiennent le RSA. La défiance du politique entraîne à rechercher d'autres formes de répartition des richesses. Nous constatons une tension entre deux formes de solidarité : une familiale qui consiste à soutenir ses enfants et ses proches et une impersonnelle qui consiste à aider les plus démunis. La première se développe au détriment de la deuxième. Il y a un enjeu à réussir à re-convaincre qu'il existe une articulation entre les deux.
- ✚ Les inégalités se développent très tôt, d'où une priorité à donner sur la petite enfance (dès trois ans, les inégalités se constatent). 80% des enfants de moins de trois ans parmi les 10% les plus riches ont accès aux crèches alors que la proportion tombe à 8% parmi les 10% les plus pauvres. La crèche constitue un espace où l'on amorce les processus de langage, de socialisation....

**Patrick Savidan** (directeur de l'Observatoire des inégalités)

- ✚ Les inégalités continuent à augmenter et encore plus pour les plus démunis. Les 10% les plus pauvres sont ceux qui méritent une intervention d'urgence. Globalement, les populations ont un attachement fort aux valeurs de solidarité et d'équité, il existe une forme de consensus pour porter une attention particulière aux plus démunis. Cependant, on constate une humanité à deux vitesses, car ceux qui contribuent le plus se détachent de la solidarité car bien souvent ils n'utilisent pas les services publics (les plus aisés préférant les écoles privées, les cliniques privées....)
- ✚ Les apprentissages scolaires se font trop tôt dans la vie. Cela entraîne une pression chez les enfants et un développement précoce des inégalités. On lance les enfants trop tôt dans des apprentissages trop exigeants.
- ✚ La France est un pays où l'évaluation est trop prégnante. Trop d'évaluations à l'école qui ont un impact sur l'estime de soi, et la peur de la mauvaise note engendre un mal être et des maux de santé. Les enfants attendent qu'on les félicite davantage, qu'on leur demande leur avis.

**Jean Paul Delevoye** (inspecteur de l'Éducation nationale honoraire)

- ✚ La loi de refondation a eu comme ambition de faire réussir les enfants pauvres et de sortir de l'élitisme social. C'est pour cela qu'il faut poursuivre cette réforme. Il y a cependant une condition : convaincre les familles des enfants qui réussissent qu'elles n'ont rien à craindre de la réussite des enfants en situation de pauvreté. Tirer les plus faibles vers le haut ne nuit pas aux meilleurs.
- ✚ Il est nécessaire de permettre aux enfants d'entrer de façon plus sereine dans les apprentissages. Pour cela, il faut agir sur la sous ou mal-nutrition, la santé, les conditions matérielles et économiques des enfants.
- ✚ Pour combler les écarts de réussite, la France doit :
  - Accepter que nous ne faisons pas assez d'effort
  - Organiser un tronc commun dans la scolarité obligatoire
  - Privilégier des méthodes qui permettent de faire réussir tout le monde et pas de trier
  - Agir sur la formation pédagogique des enseignants
  - Travailler avec les partenaires de l'école : les associations, les parents, les services de l'État

**Le Bilan Innocenti 13** recommande aux gouvernements de mettre fin aux politiques en silos et de faire porter les efforts sur les enfants les plus pauvres. **Il s'agit en priorité de :**

- Protéger les revenus des foyers avec les enfants les plus défavorisés.
- Améliorer la réussite scolaire des enfants les moins avantagés (en agissant notamment sur les conditions de logement, les conditions matérielles de vie, les problèmes liés à la santé)
- Promouvoir et soutenir des modes de vie plus sains pour tous les enfants.
- Prendre en compte le bien-être subjectif.
- Placer l'équité au cœur des programmes pour le bien-être des enfants.